

NEWS



INTERVENTIONNISME

Force et justice

Raymond Klein

Bombarder les forces armées de tel Etat répressif, laisser faire celles de tel autre... Des interventions comme en Libye posent un défi à la philosophie politique.

« La justice sans la force est impuissante ; la force sans la justice est tyrannique. (...) Il faut donc mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire que ce qui est juste soit fort ou que ce qui est fort soit juste. » C'est en ces termes que Blaise Pascal, dans ses « Pensées », expose un dilemme qui ne nous est pas étranger. Le philosophe poursuit en constatant que la justice se retrouve en général en situation de faiblesse, qu'il apparaît vain de vouloir y remédier, et conclut : « ... ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste. »

L'exemple de l'intervention internationale en Libye - mais pas ailleurs - nous rappelle que le recours à la force par les puissants de ce monde a quelque chose d'arbitraire, fût-il au service d'une cause juste. Le raisonnement de Pascal semble nous exhorter à applaudir à chaque fois que le fort se saisit du juste. Même si cela signifie que les puissants exercent une justice à la tête du client, et jamais contre eux-mêmes.

Cependant l'enseignement à tirer de cette « Pensée » n'est peut-être pas celui que l'on croit. Car Pascal raisonnait par rapport à une réalité non pas internationale, mais nationale, celle de la France du milieu du 17^e siècle, où régnait l'arbitraire, sur fond de monarchie absolue et de guerre des clans. Or, nous savons aujourd'hui que « faire que ce qui est juste soit fort » n'est pas irréaliste au niveau national, à travers la mise en place d'un Etat de droit. Ce que Pascal

n'osait même pas rêver - à moins que sa « Pensée » ne représentât une critique voilée du réalisme ambiant - est devenu une réalité dans de nombreux pays.

Un Etat de droit international à moyen terme est tout aussi réaliste - et encore plus nécessaire pour qui est attaché à la survie de l'humanité. Et si la posture pessimiste de Pascal a été rattrapée par l'histoire, il en sera de même de la posture résignée de ceux qui aujourd'hui applaudissent les interventions arbitraires, faute de mieux. Certes, comme nos Etats de droit nationaux, un futur ordre international ne fera pas disparaître en un jour toutes les injustices et les violences. Un Etat de droit international ne sera même jamais parfait, toutefois il représentera une grande amélioration par rapport aux oppressions et aux guerres actuelles.

Certes, on n'en est pas encore là. On ne peut donc reprocher aux décisions qui sont prises actuellement de ne pas s'insérer dans une logique d'Etat de droit. Mais on peut juger des actions comme celles liées à la Libye à l'aune de leur effet sur le processus d'établissement d'un nouvel ordre international. Or, de toute évidence, le choix des puissants du monde entre intervention et non-ingérence est déterminé par leurs intérêts politiques et économiques et non par des considérations de justice. Cette attitude renforce un ordre basé sur une justice sélective, ce qui mine le principe de justice-même. Ainsi, plutôt que de contribuer à la construction d'un Etat de droit international, des interventions au cas par cas favorisent l'établissement d'un ordre gouverné par le seul principe du plus fort - exactement le cauchemar que Pascal a vécu il y a quatre siècles.

NEWS :

Embryonen: Gesetzeslücke? **S. 3**

Festival de films:

La découverte de la modération **p. 4**

Peine de mort:

Le monde s'oriente vers une abolition **p. 5**

REGARDS :

Education: Petit déjeuner sur la poudrière **p. 6**

Allocation universelle:

Intelligente, soutenable et socialement juste **p. 8**

Gouvernance mondiale: Exiger l'impossible! **p. 10**

Unterwegs: Hymne der Vagabunden **S. 14**

Deutschland: Die echten Konservativen **S. 16**

(Cover: Foto: Die Grünen Baden-Württemberg / Fotomontage woxx)